

IDÉES ET DÉBATS

Transition écologique : "L'impératif, c'est la prospérité, pas la sobriété"

Tribune. Quand bien même la population suivrait, les moyens proposés par les décroissantistes sont insuffisants pour atteindre l'objectif climatique de 2050. Il faut, même si cela semble paradoxal, encourager l'augmentation de la consommation.

Par **Corentin de Salle et Damien Ernst***

Publié le 29/01/2024 à 07:30

Partager



L'année 2023 a été la seconde la plus chaude mesurée en France avec une température moyenne de 14,4°C, seulement 0,1°C moins chaude que 2022, le record jamais mesuré.
NurPhoto via AFP

Écouter cet article

Powered by ETX Studio

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

Je m'abonne



Aussi douloureuse soit-elle, la décroissance serait, nous serine-t-on, le passage obligé vers la neutralité carbone. Mais n'y a-t-il pas une voie alternative pour assurer la transition écologique ? Mieux : ne serait-ce pas la décroissance elle-même qui rendrait impossible cette transition ?

PUBLICITÉ

Face au défi écologique, deux écoles. L'une vise à réduire drastiquement notre consommation et donc à réduire, stabiliser voire inverser la croissance économique. Elle a pour nom "sobriété", euphémisme de la "décroissance". [Jean-Marc Jancovici en est l'une des figures de proue](#). L'autre, moins connue, vise à transformer en profondeur l'appareil économique et à reconfigurer un grand nombre de nos activités afin que toute augmentation de la consommation ne fasse pas augmenter l'émission des gaz à effet de serre (GES). Elle a pour nom "découplage". Le découplage est dit "relatif" si la quantité de GES augmente moins rapidement que ne le fait le PIB. Il est dit "absolu" si les GES cessent d'augmenter - voire décroissent - lorsque le PIB croît. L'objectif ultime est d'atteindre un découplage total qui décorrèle, d'une part, l'action humaine en général (et l'économie en particulier) et, d'autre part, la nature dans son ensemble, de façon à éliminer tout impact négatif des activités humaines sur l'environnement. Cela implique d'atteindre la neutralité carbone, de dépolluer la planète, de restaurer la biodiversité, de régénérer la nature, etc.

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

[Je m'abonne](#)



LIRE AUSSI : "Les décroissantistes se trompent" : le capitalisme, meilleur allié de la transition écologique

La solution de la décroissance est dirigiste, voire liberticide. Elle nécessite de déterminer politiquement quels sont les besoins légitimes de la population et dans quelle mesure et à quel rythme, ils peuvent être satisfaits. Elle exige des sacrifices à ce point radicaux qu'il semble illusoire d'obtenir l'adhésion de la population (on dit "changer les mentalités"). On se souvient des gilets jaunes hier. On constate [l'ampleur des protestations des agriculteurs aujourd'hui](#). Quid demain quand il faudra mettre en œuvre des mesures autrement plus contraignantes et dans tous les secteurs simultanément ? Quand bien même la population suivrait, les moyens proposés par les [décroissantistes](#) sont, même dans la version la plus "hardcore", insuffisants pour atteindre l'objectif climatique de 2050.

Qu'on en juge : un Français émet en moyenne environ 11 tonnes de CO2 par an. Or, pour rentrer dans les clous, il faut atteindre deux tonnes par personne. En boycottant dorénavant l'avion et tout véhicule à moteur, en éliminant viande, poisson, œufs et produits lactés, en s'alimentant via le circuit court, en n'achetant que d'occasion, en se contentant chaque hiver à domicile d'une température de 18 degrés et de plusieurs couches de pulls, etc., un Français arrivera péniblement à descendre dans les quatre ou cinq tonnes par an. C'est ce que démontre la célèbre analyse "Faire sa part" de Carbone 4 (2019). Efforts louables assurément mais insuffisants. On nous dira que le reste des efforts incombe aux entreprises et à l'Etat. C'est oublier que, si toute la population adopte ce mode de vie ascétique, ces acteurs économiques deviendront désargentés, faute de rentrées et de recettes fiscales. Impossible de financer les grands investissements structurels de

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

Je m'abonne



- ou prétendent croire - que la richesse nationale reste inchangée alors qu'ils entarissent la source.

Effet rebond

La solution du découplage, quant à elle, n'est pas exempte de critiques. Auprès des décroissantistes, le découplage entre PIB et GES suscite sourires et sarcasmes. Ils citent plusieurs études affirmant qu'elle serait un mythe. Pourtant, dans son rapport de 2022, le GIEC affirme que plusieurs pays ont atteint le découplage absolu : 23 pays ont découplé le PIB et les GES émis sur le territoire. Et, parmi eux, 14 ont atteint le découplage entre le PIB et les GES imputables à leur consommation : cela signifie qu'ils arrivent à ne pas augmenter les GES alors même que leur PIB augmente et cela pour tous les biens consommés sur leur territoire quand bien même ces derniers auraient été produits à l'extérieur.

LIRE AUSSI : Steven Kaplan : "Si Elon Musk avait payé plus d'impôts, il n'aurait pas fondé SpaceX et Tesla"

Dans ce cas, on ne peut, comme on le fait souvent, ironiser sur le résultat en affirmant qu'ils auraient "exporté leur pollution" en délocalisant à l'étranger les usines produisant leurs biens de consommation parce que, précisément, tout ce qui est consommé est comptabilisé. Mais, ajoutent les détracteurs, ces pays sont une minorité et le découplage serait trop lent pour éviter le dépassement irréversible des limites planétaires. Autre reproche : une partie du découplage observé s'explique aussi par la réduction importante du taux de croissance en raison des diverses crises (Covid, énergie, etc.), ce qui laisse à penser qu'il serait passager. Mais surtout, il n'est que partiel : peu importe, diront-ils, que certains pays riches parviennent à l'atteindre car seule compte la somme des GES émis au niveau mondial et cette dernière augmente chaque année. Tout comme la quantité des matériaux extraits et utilisés, et l'énergie produite et consommée. Ultime argument des décroissantistes : l'effet rebond. Tout gain réalisé grâce à un procédé

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

Je m'abonne



consommation plus importante soit directement (on augmente sa consommation électrique en achetant, par exemple, un second téléviseur) soit indirectement (l'argent économisé sur l'électricité finance, par exemple, un minitrip). Dans les deux cas, nous n'aurions, en définitive, rien gagné...

Qu'en penser ? Le découplage existe, sous une forme absolue, mais uniquement dans certains pays économiquement riches et sous une forme relative dans d'autres. Par ailleurs, nous dit le GIEC, 67 des 116 pays émergents ont même amorcé un découplage relatif. Embrayons sur un autre concept : la courbe écologique dite "de Kuznets", empiriquement validée ces cinquante dernières années, est une courbe en forme de U inversé qui démontre qu'après une période de développement extrêmement polluante, un pays, une fois atteint un certain niveau de PIB, connaît un pic de pollution qui se stabilise avant de s'effondrer à mesure que croît le PIB. De la même manière, si plusieurs pays atteignent le découplage à un stade avancé du développement économique, quantité d'autres les suivront. Ceux qui - et non des moindres (Inde, Chine, etc.) - les suivent sont ceux qui polluent le plus aujourd'hui mais qui, passé un certain seuil de développement dont ils se rapprochent chaque jour, amorceront leur découplage car ils seront alors en mesure de le financer.

Impératif moral

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

Je m'abonne



nombreuses études contestant le découplage. Pourquoi ? Disons d'abord que les décroissantistes ont raison sur un point : l'effet rebond est une réalité. En effet, nous n'allons pas diminuer notre consommation parce que nous aurions satisfaits nos besoins de base. Mais le malentendu réside en ceci : quel est le but visé ? Réduire la consommation pour réduire les gaz à effet de serre ou réduire les gaz à effet de serre (GES) ? Penser qu'il faut nécessairement réduire la consommation pour réduire les GES est un postulat décroissantiste. Postulat erroné selon les partisans du découplage. A partir du moment où l'activité économique n'endommage pas l'environnement, la consommation cesse d'être un problème. Loin de condamner l'augmentation de la consommation, il faut l'encourager et même l'ériger en impératif moral : plus la croissance augmente, plus le découplage s'accélère au niveau mondial.

LIRE AUSSI : Sobriété énergétique : ces cinq idées reçues qui vous trompent

Il est vrai que le découplage est encore partiel et local mais c'est un processus qui nécessite une période de transition. A quel titre les décroissantistes se gaussent-ils du caractère incomplet de l'effectuation du découplage alors qu'ils se donnent jusqu'en 2050 pour mettre en place leur propre modèle ? Il est vrai que le découplage risque de freiner voire de régresser si la croissance stagne ou diminue. Raison pour laquelle elle doit demeurer importante. Peu importe que la quantité totale des matériaux extraits et transformés augmente ou que la quantité d'énergie produite et consommée augmente. Certes, cela fait plus de 50 ans que des activistes prédisent une pénurie imminente des ressources. Tout comme cela fait 175 ans qu'on nous annonce le décès imminent du capitalisme. Mais la réalité est que les stocks sur terre sont abondants, bien au-delà de ce qui est nécessaire pour réussir la transition.

Dans cette optique, l'effet rebond, loin d'être une malédiction, doit être regardé comme une bénédiction : une population prospère aux besoins qui s'étendent permet d'accélérer l'acheminement de l'économie mondiale vers l'autre versant de

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

Je m'abonne



quantité totale de CO2 atteigne rapidement son plafond et diminue alors drastiquement. Ce qui importe, c'est que les pays pauvres atteignent nos standards pour financer des alternatives au fait de brûler du bois et du charbon, de déforester à tout va ou de rejeter massivement le plastique dans nos océans. Ce qui importe, c'est que le découplage opère avant que les limites de la planète ne soient dépassées de manière irréversible. Ce qui importe, ce n'est pas l'adoption d'un mode de vie sobre mais d'un mode de vie respectueux de l'environnement grâce au découplage dans un monde débarrassé de la pauvreté. La priorité, en définitive, c'est non pas la sobriété mais la prospérité.

L'urgence d'une révolution industrielle

Le découplage nécessite urgemment une révolution industrielle et donc à la fois un investissement massif du privé et une politique industrielle d'une ampleur jamais vue dans l'histoire humaine : la production énergétique décarbonée (nucléaire et renouvelable), l'électrification des processus industriels, la captation de CO2, la fabrication d'hydrogène et de molécules vertes, la réouverture des mines (propres) en Europe, la production de carburant synthétique neutre en carbone – à base d'hydrogène et de CO2 capté - pour les véhicules lourds, les cargos et les avions, l'agriculture de précision, les nouvelles techniques génomiques, la reforestation massive et le régénération de la biodiversité terrestre et maritime.

L'ennemi principal de l'environnement, ce n'est pas l'augmentation de la consommation mais le conservatisme, le précautionnisme, l'inertie et les tergiversations des pouvoirs publics par rapport à ce redéploiement industriel et, surtout, tout ce qui - comme le discours décroissantiste - freine ou entrave cette révolution écologique indispensable pour atteindre le découplage. Cette politique industrielle doit être enclenchée de toute urgence car chaque minute qui passe augmente la probabilité d'un échec de la transition écologique et d'une destruction irréversible de cycles et éco-services indispensables à notre survie.

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

Je m'abonne



Damien Ernst est professeur à l'Université de Liège et Télécom Paris

À lire dans Idées et débats

Révolte agricole : "Comme aux Pays-Bas, le grand bénéficiaire sera l'extrême droite"

Ben Néfissa-Vermeren : "Les opinions publiques arabes se sont retournées contre les Frères musulmans"

Rima Hassan : les ambiguïtés d'une "Greta Thunberg" de la cause palestinienne

PUBLICITÉ

Archives / 2024 2023 2022 2021 2020 2019 2018 2017
2016 2015 2014 2013 2012

À DÉCOUVRIR

Tous nos dossiers
Podcast La Loupe
70 ans L'Express

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

Je m'abonne



[Articles Beauté](#)

[Articles People](#)

[Articles Vie perso](#)

[Articles Vie Intime](#)

[© L'Express Mentions légales](#) · [Cookies](#) · [Politique de confidentialité](#) · [Conditions générales d'utilisation](#) · [Qui sommes-nous?](#) · [Service Client](#) · [Boutique](#)

Découvrez 70 ans d'expertise et de pensée critique. 1€ pour 2 mois, sans engagement

[**Je m'abonne**](#)

